

BUREAU À DOMICILE ET IMPÔT

Lorsqu'il est question de bureau à domicile, il faut distinguer les règles qui s'appliquent aux employés de celles qui s'appliquent aux travailleurs autonomes.

Déductions de l'employé

Le bureau à domicile ne donne pas nécessairement droit à des déductions fiscales. Aux termes de la loi, vous pourrez déduire certaines dépenses si vous êtes dans l'une des deux situations suivantes :

- Le bureau à domicile est votre principal lieu de travail
ou
- Le bureau est utilisé exclusivement (donc ne sert à aucune autre fin) pour gagner le revenu d'emploi et pour rencontrer de façon régulière et continue des clients ou d'autres personnes dans le cadre d'un travail.

Autrement dit, si vous disposez d'un bureau à la place d'affaires de votre employeur et que vous travaillez aussi à domicile, vous ne pouvez bénéficier de déductions pour un bureau à domicile, à moins de remplir la deuxième condition. Si vous apportez du travail à la maison de temps à autre, vous n'êtes pas réputé avoir un bureau à la maison aux yeux du fisc, à moins que l'espace utilisé ne soit voué exclusivement à cette fin (pour rencontrer de façon régulière...)

Seule la proportion des dépenses relatives à l'espace consacré au bureau est déductible. En règle générale, vous devez calculer la superficie de votre bureau par rapport à la superficie totale de la maison. Si l'espace n'est pas utilisé exclusivement comme bureau (mais qu'il constitue votre principal lieu de travail), vous devrez tenir compte du temps consacré à d'autres usages. Par exemple, si la superficie de votre bureau représente 20 % de la superficie totale de votre maison, et que ce même espace est utilisé à d'autres fins le soir ou la fin de semaine, par vous-même ou par d'autres membres de la famille, vous devriez déclarer une proportion du temps consacré à votre travail. Si cette proportion est de 65 %, par exemple, vous pourrez déduire 13 % des dépenses admissibles (65 % x 20 %).

Si vous êtes **locataire**, les dépenses admissibles pour un bureau à domicile sont le loyer, les frais de chauffage et d'électricité, les produits de nettoyage et les réparations mineures. Vous pouvez aussi considérer une partie de la prime d'assurance-habitation si vous êtes employé à commissions.

Si vous êtes **propriétaire**, les dépenses déductibles pour un bureau à domicile sont les frais de chauffage et d'électricité, les produits de nettoyage, les réparations mineures. Si vous êtes employé à commissions, vous pouvez tenir compte des taxes et de la prime d'assurance-habitation. Un employé qui est propriétaire ne peut jamais déduire les intérêts payés sur le prêt hypothécaire ni l'amortissement de l'immeuble.

Q. : Y a-t-il un plafond au montant déductible afférent aux frais de bureau à domicile?

R. : Non. Toutefois, si le montant déductible dépasse le revenu d'emploi calculé après déduction des dépenses admissibles, seule la partie nécessaire pour réduire le revenu d'emploi à zéro sera déductible. Le montant non déduit pourra être reporté à l'année suivante.

Q. : L'employeur doit-il confirmer qu'un employé est tenu d'avoir un bureau à la maison?

R. : Oui. L'employeur doit remplir les formulaires T2200 au fédéral et TP-64.3 au provincial.

Q. : Les frais de téléphone sont-ils déductibles?

R. : Les frais mensuels d'une ligne téléphonique, d'une ligne Internet ou d'un téléphone cellulaire sont déductibles s'ils sont utilisés exclusivement pour le travail. Si vous disposez d'une seule ligne téléphonique à la maison, vous ne pouvez déduire le coût de l'abonnement mensuel. Seul le coût des appels interurbains est déductible (mais pas à titre de frais de bureau à domicile).

Déductions des travailleurs autonomes

Tout comme l'employé, le travailleur autonome (qui gagne un revenu d'entreprise) peut déduire des frais à l'égard d'un bureau à domicile seulement s'il est dans l'une des deux situations suivantes:

- Le bureau est le principal lieu de travail
ou
- Le bureau est utilisé exclusivement (donc ne sert à aucune autre fin) pour gagner le revenu d'entreprise et pour rencontrer, de façon régulière et continue, des clients ou des patients dans le cadre du travail.

Un travailleur autonome doit établir raisonnablement, à l'instar de l'employé, la proportion de l'espace occupé par le bureau à domicile.

Au fédéral, cette proportion est appliquée aux dépenses déductibles. Celles-ci comprennent les taxes municipales et scolaires, l'électricité, le chauffage, le gaz, les réparations mineures et les fournitures diverses, la prime d'assurance, le loyer, les intérêts hypothécaires et l'amortissement (pour ce dernier élément, reportez-vous à la section Les revenus de location ci-dessus pour connaître les frais déductibles - les mêmes calculs et les mêmes règles s'appliquent ici).

Au Québec, toutes les dépenses relatives à la propriété sont réduites de moitié, à moins qu'elles ne s'appliquent spécifiquement à l'espace utilisé comme bureau. Ainsi, la déduction pour bureau à domicile au Québec est souvent égale à la moitié de la déduction fédérale.

Exemple :

Benoit est architecte. Son unique lieu de travail se trouve dans sa maison; il occupe 15 % de la superficie totale. Il s'agit d'un usage exclusif. Les frais relatifs à la propriété sont les suivants :

Taxes	4 000 \$
Électricité	3 000 \$
Assurances	800 \$
Entretien	1 500 \$
Intérêts hypothécaires	9 000 \$
Total des dépenses	<u>18 300 \$</u>

Benoit peut réclamer 2 745 \$ ($18\,300 \$ \times 15 \%$) au fédéral pour frais de bureau à domicile. Au Québec, le montant déductible est réduit de moitié, soit 1 372,50 \$.

Supposons que, du montant de 1 500 \$ lié à l'entretien, 300 \$ ont été engagés exclusivement pour le bureau. Ce dernier montant est totalement déductible, autant au Canada qu'au Québec, puisqu'il se rapporte expressément au bureau. Le montant déductible passe donc à 3 000 \$ ($18\,000 \$ \times 15 \% + 300 \$$) au fédéral et à 1 650 \$ ($18\,000 \$ \times 15 \% \times 50 \% + 300 \$$) au provincial.

La déduction pour frais de bureau à domicile est limitée au revenu net de l'entreprise (après déduction des autres dépenses). Ces frais ne peuvent donc pas créer ou augmenter une perte. Les frais de bureau à domicile non déduits durant une année peuvent être reportés à l'année suivante.

Il n'est pas recommandé de réclamer une déduction pour amortissement lorsqu'une partie d'une résidence personnelle est utilisée comme bureau à domicile. En effet, une telle déduction pourrait vous empêcher de profiter de l'exemption pour gain en capital sur la résidence principale à la revente de la maison pour la partie utilisée comme bureau.